

NOTE DE PRESENTATION

Objet : Participation de la ville de Palaiseau à la mobilisation citoyenne en vue de la conférence de Copenhague sur le climat - Signature de l'appel 'L'ultimatum climatique'

Du 7 au 18 décembre 2009, à Copenhague, aura lieu la 15^{ème} conférence de l'ONU sur les changements climatiques. L'enjeu est important. Le Protocole de Kyoto, établi en 1992 arrive à terme en 2012. La communauté internationale va donc devoir trouver un nouvel accord pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique et se fixer des objectifs ambitieux pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Les scientifiques sont formels : l'objectif de Kyoto de diminuer les émissions de 5,2 % n'est plus suffisant. L'objectif est désormais de contenir l'augmentation de température globale à moins de 2°C supplémentaires. Dans le cas contraire, les impacts pour nos sociétés seraient dévastateurs.

Le dérèglement climatique n'est pas seulement un défi environnemental sans précédent. Il aura des conséquences économiques sans commune mesure (cf. rapport Stern du 30 oct. 2006) et présage une véritable catastrophe sociale. Dans son rapport « le coût humain du changement climatique » publié en juillet 2009, l'ONG OXFAM démontre que le changement climatique a des effets sur l'ensemble des questions liées à la pauvreté et au développement. L'ONG prévient que, sans une action immédiate, 50 ans de développement dans les pays pauvres seront définitivement perdus.

Dès à présent, des associations – Oxfam, Action Contre la Faim, Greenpeace, WWF, Action contre la faim, le Fondation Hulot, les Amis de la Terre, Oxfam, le Secours catholique, Médecins du Monde, etc... - ont lancé un appel « L'ultimatum climatique » aux responsables de la communauté internationale, pour qu'ils prennent bien la mesure des enjeux et de l'importance des engagements qui seront pris lors de cette conférence. Elles entendent bien peser sur le Protocole qui sera adopté, en portant des objectifs ambitieux tel que la réduction de plus de 40% en 2020 par les pays industrialisés de leurs émissions de GES et le déblocage d'une aide des pays industrialisés aux pays en développement pour l'adaptation de leurs territoires aux changements climatiques. Plus de 200 000 personnes ont d'ores et déjà signé cet appel.

Aujourd'hui, les collectivités territoriales sont des acteurs incontournables dans la lutte contre le réchauffement climatique. D'une part, sans elles, les engagements internationaux et nationaux ne peuvent être tenus ; elles sont proches des habitants pour

faire évoluer les comportements, et elles contribuent, par leurs activités, aux émissions de GES. D'autre part, elles ont commencé à développer une culture commune sur ces enjeux, à travers des associations d'élus, des regroupements comme Cités-Unies et des appels comme « la convention des maires sur le climat » initiée par Énergie-Cités. Elles demandent à participer en tant que telles aux négociations de Copenhague. Leur rôle est majeur que ce soit par leur contribution à la prise de conscience et à l'évolution des comportements, dans leurs efforts constants pour diminuer l'empreinte carbone de leurs activités ou encore dans la mise en œuvre concrète des engagements internationaux.

La Ville de Palaiseau est fortement engagée dans cette démarche et a décidé de faire de l'efficacité énergétique une de ses priorités. Elle a notamment répondu à l'appel « nouveaux quartiers urbains » du Conseil régional pour la réalisation d'un éco-quartier de 40 ha autour du lycée Camille Claudel. Elle a également mené à bonne fin son bilan carbone en mai 2009, est en cours d'élaboration d'un plan climat, participe par des actions phares aux agendas 21 départementaux et communautaires, etc.

Par conséquent, il nous apparaît essentiel que la ville de Palaiseau s'associe à cet appel pour manifester son engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique et apporte son soutien aux associations dont les initiateurs comptent atteindre 1 million de signataires, en vue de peser sur des accords de haut niveau au sommet de Copenhague.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- **D'approuver l'appel « L'ultimatum climatique »**
- **D'autoriser Monsieur le Député-maire à signer l'appel** afin que la Ville de Palaiseau devienne officiellement signataire de l'appel.
- **De faire la promotion de cette initiative des ONG à travers le site Internet et le magazine municipal**, afin de sensibiliser les Palaisiennes et les Palaisiens à l'enjeu de ce défi planétaire.

APPEL « L'ULTIMATUM CLIMATIQUE »

lancé par plusieurs organisations non gouvernementales (ONG)

à Monsieur le Président de la République

Au mois de décembre de cette année se tiendra à Copenhague le Sommet de l'ONU sur le climat. Confrontés au péril climatique, les dirigeants du monde entier devront parvenir à surmonter leurs divergences d'intérêts de court terme pour se rassembler autour d'un projet politique mondial fondé sur un constat scientifique objectif et ainsi donner une suite au protocole de Kyoto qui soit à la hauteur des enjeux que nous allons devoir tous ensemble affronter dans les décennies à venir. Le résultat de cette conférence dessinera l'avenir climatique de l'humanité. Or comme le rappelait il y a un an le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon, « nous sommes au bord d'une catastrophe si nous n'agissons pas ».

Acteurs reconnus de la protection de l'environnement, des droits humains et de la solidarité internationale, conscients des responsabilités qui sont les nôtres, nous avons décidé pour la première fois de parler d'une seule voix pour vous exprimer publiquement notre préoccupation et vous appeler à agir avec ambition et détermination lors de la Conférence de Copenhague. Au regard de l'ultimatum climatique auquel l'humanité est confrontée aujourd'hui, Monsieur le Président, vous aurez rendez-vous avec l'Histoire en décembre 2009.

Le réchauffement du système climatique est sans équivoque. L'activité humaine en est la cause. Ses impacts se font déjà ressentir en différents points du globe, notamment par la multiplication des catastrophes climatiques. Si nous n'agissons pas maintenant, ils seront sans aucun doute encore plus dévastateurs. C'est le constat sans appel de 2 500 scientifiques du monde entier qui ont reçu collectivement le Prix Nobel de la Paix en 2007 pour leurs travaux sur le phénomène des changements climatiques. Depuis, de nouveaux éléments scientifiques montrent, chaque jour, que le climat se dérègle au-delà des prévisions les plus pessimistes, avec des conséquences bien plus précoces que prévues et d'ores et déjà visibles.

S'il est encore difficile d'évaluer avec précision l'amplitude des impacts, le danger est en revanche déjà certain. Ecosystèmes ravagés, variabilité climatique extrême, hausse du niveau des océans... : les premières victimes de ces catastrophes en chaîne sont les populations déjà vulnérables en Afrique subsaharienne, en Asie centrale, du Sud Est ou dans de nombreux pays insulaires. La sécurité alimentaire, l'accès à l'eau ou à la terre sont gravement menacés et des centaines de millions de personnes risquent d'être poussées à l'exode, grossissant les rangs de ceux que l'on nomme les « réfugiés climatiques ». Dans un monde de crises, nous craignons que la guerre, l'autoritarisme, les inégalités, la misère et la souffrance humaine prennent encore un peu plus le pas sur la paix, la dignité humaine et la démocratie.

L'urgence climatique nous commande donc d'agir à la hauteur des périls qui sont devant nous. Nous maîtrisons déjà la plupart des technologies nécessaires pour relever le défi d'un mode de développement qui intégrerait à sa juste mesure l'impératif climatique. De plus, cette rupture avec un modèle de développement hérité d'un passé révolu recèle des opportunités d'économies, d'emplois et d'innovations considérables. Encore faut-il que nous prenions la décision politique de le faire.

Tout d'abord, il faut impérativement parvenir à stopper la croissance des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici à 2015 avant de les faire décroître. C'est la seule voie pour limiter le réchauffement des températures bien en dessous de 2°C, seuil au-delà duquel la capacité à s'adapter de nos sociétés et des écosystèmes est menacée. Pour ce faire, Les pays industrialisés, dont la France, doivent s'engager collectivement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici à 2020 par rapport à 1990.

Mais cela ne sera pas suffisant. Les pays en développement doivent, eux aussi, mettre en place les politiques industrielles, énergétiques et agricoles qui limiteront la croissance de leurs émissions avant de les réduire, sans compromettre leur légitime aspiration au développement économique et social. L'accord de Copenhague devra permettre à ces pays d'évoluer vers des modèles sobres en carbone. Il devra aussi leur permettre de s'adapter aux conséquences inévitables du changement climatique.

Pour nombre d'entre eux, en particulier les plus vulnérables, ces actions ne pourront se faire sans le soutien financier et technique des pays industrialisés. Les besoins d'ici à 2020 sont évalués à plus de 100 milliards d'euros par an. C'est moins de 10% des dépenses militaires mondiales.

Responsables de la majorité des émissions de gaz à effet de serre aujourd'hui dans l'atmosphère, munis de capacités d'action plus fortes, les pays industrialisés portent la responsabilité morale, légale et économique de mener le combat contre le dérèglement du climat. Monsieur le Président, vous vous devez de prendre la tête de ce combat qui est sans aucun doute l'enjeu de ce siècle. Notre avenir commun dépendra dans deux cents jours des choix politiques qui seront faits.

Serge Orru, **WWF-France**
Pascal Husting, **Greenpeace France**
François Danel, **Action contre la Faim**
Olivier Braunsteffer, **Care France**
Souhayr Belhassen, **FIDH**
Nicolas Hulot, **Fondation Nicolas Hulot**
Anne Bringault, **Les amis de la terre**
Michel Bruguière, **Médecins du Monde**
Luc Lamprière, **Oxfam France Agir Ici**
Sandrine Mathy, **Réseau Action Climat**
Michel Roy, **Secours Catholique**